

**Communiqué de presse
22 septembre 2010**

Uralchem renonce à s'implanter à Dieppe : une victoire qui ne doit pas faire oublier les militants écologistes russes menacés.

Nous apprenions hier l'abandon par l'entreprise Uralchem de son projet d'implantation d'une usine d'engrais à Dieppe.

Porteur d'un projet de conditionnement d'engrais liquide pour les marchés de l'agriculture productiviste britannique et du grand Ouest français, les représentants d'Uralchem ont fait preuve d'un mépris tant de la population que de la parole des élus de la République, largement mobilisés contre ce projet.

Cette posture semble toujours être d'actualité quand on lit les extraits de leur communiqué : *«// n'est pas du souhait d'Uralchem d'être ainsi l'otage d'ambitions politiciennes ou financières qui nuisent toujours à l'efficacité des grands projets industriels».*

Pire, lors de la visite d'écologistes russes en février dernier, à l'invitation d'Europe Ecologie / Les Verts, les représentants français et russes de l'entreprise avaient taxé leurs témoignages de mensonges et avaient laissé entendre que ces militants étaient des marionnettes payées pour décrédibiliser l'entreprise.

Entre atteintes à l'environnement, déni des droits fondamentaux des employés des usines Uralchem en Russie, pression et menaces exercées sur les dénonciateurs de ces pratiques, il est certain que le tableau n'était pas flatteur pour Uralchem.

Aujourd'hui, l'abandon du projet, dont nous nous réjouissons, démontre le manque de sérieux de cette entreprise. A plusieurs reprises, Véronique Bérégovoy, Vice présidente Europe Ecologie au développement durable, et Jolanta Avril, conseillère municipale Verte de Dieppe, l'avaient pointé : la Dreal leur confirmant encore récemment le non-dépôt de dossier de demande d'autorisation par l'entreprise Uralchem.

Si c'est une bonne nouvelle pour notre région, nous n'oublions pas qu'aujourd'hui encore, les militants écologistes russes continuent d'être pris à parti. Roman Yushkov, professeur à l'Université de Perm et responsable d'une association écologiste, présent en février dans notre région, a été accusé de dénonciation calomnieuse. Uralchem maintenait qu'il avait été payé par la concurrence pour ses interventions en Haute-Normandie. Europe Ecologie / Les Verts, puissance invitante des militants écologistes en février dernier, lui ont apporté leur soutien par un courrier adressé au juge en charge de l'affaire au tribunal de Perm. Roman vient heureusement d'être libéré, mais la vigilance s'impose !

David Cormand
Président du groupe Europe Ecologie à la Région Haute-Normandie
Tel : 06 28 19 46 81